

Le « gouvernement ouvert » à la française : un leurre ?

Alors que la France s'apprête à accueillir le Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, plusieurs associations pointent les contradictions du gouvernement. Certaines ne s'y rendront pas.

Bilan du gouvernement ouvert à la française (9 pages), co-signé par les associations et collectifs suivants : April, BLOOM, DemocracyOS France, Fais ta loi, Framasoft, La Quadrature du Net, Ligue des Droits de l'Homme, Regards Citoyens, République citoyenne, SavoirsCom1.

Derrière un apparent « dialogue avec la société civile », la France est loin d'être une démocratie exemplaire

Le « gouvernement ouvert » est une nouvelle manière de collaborer entre les acteurs publics et la société civile, pour trouver des solutions conjointes aux grands défis auxquels les démocraties font face : les droits humains, la préservation de l'environnement, la lutte contre la corruption, l'accès pour tous à la connaissance, etc.

Soixante-dix pays se sont engagés dans cette démarche en adhérant au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), qui exige de chaque État la conception et la mise en œuvre d'un Plan d'action national, en collaboration étroite avec la société civile.

La France a adhéré au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert en avril 2014, et publié son premier Plan d'action national en juillet 2015. Depuis octobre 2016, le gouvernement français co-préside le PGO, avec l'association américaine WRI (World Resource Institute) et la France accueille le Sommet mondial du PGO à Paris, du 7 au 9 décembre 2016, présenté comme la « COP 21 de la démocratie ».

En tant que « pays des droits de l'Homme », nation co-présidente et hôte du Sommet mondial du PGO, on pourrait attendre de la France qu'elle donne l'exemple en matière de gouvernement ouvert.

Hélas, à ce jour, les actes n'ont pas été à la hauteur des annonces, y compris dans les trois domaines que la France elle-même considère prioritaires (1. Climat et développement durable ; 2. Transparence, intégrité et lutte contre la corruption ; 3. Construction de biens communs numériques) et ce, malgré l'autosatisfaction affichée du gouvernement. Pire, certaines décisions et pratiques, à rebours du progrès démocratique promu par le Partenariat pour un gouvernement ouvert, font régresser la France et la conduisent sur un chemin dangereux.

Les associations signataires de ce communiqué dressent un bilan critique et demandent au gouvernement et aux parlementaires de revoir certains choix qui s'avèrent radicalement incompatibles avec l'intérêt général et l'esprit du PGO, et de mettre enfin en cohérence leurs paroles et leurs actes.

Lire le bilan complet (9 pages).

Les co-signataires

L'April est la principale association de promotion et de défense du logiciel libre dans l'espace francophone. La mobilisation de ses bénévoles et de son équipe de permanents lui permet de mener des actions nombreuses et variées en faveur des libertés informatiques.

BLOOM, Fondée en 2005 par Claire Nouvian, BLOOM est entièrement dédiée aux océans et à ceux qui en vivent. Sa mission est d'œuvrer pour le bien commun en mettant en œuvre un pacte durable entre l'homme et la mer.

DemocracyOS France est une association qui promeut l'usage d'une plateforme web open source permettant de prendre des décisions de manière transparente et collective.

Fais Ta Loi est un collectif qui a pour but d'aider les publics les plus éloignés du débat démocratique à faire entendre leur voix au Parlement.

Framasoft est un réseau dédié à la promotion du « libre » en général et du logiciel libre en particulier.

Ligue des Droits de l'Homme : agit pour la défense des droits et libertés, de toutes et de tous. Elle s'intéresse à la citoyenneté sociale et propose des mesures pour une démocratie forte et vivante, en France et en Europe.

La Quadrature du Net : La Quadrature du Net est une association de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet.

Regards Citoyens est un collectif transpartisan né en 2009 qui promeut la transparence démocratique et l'ouverture des données publiques pour alimenter le débat politique. Il est à l'initiative d'une douzaine d'initiatives dont NosDeputés.fr et LaFabriqueDeLaLoi.fr.

République citoyenne est une association, créée en 2013, qui a pour but de stimuler l'esprit critique des citoyens sur les questions démocratiques et notamment sur le gouvernement ouvert.

SavoirsCom1 est un collectif dédié à la défense de politiques publiques en faveur des Communs de la connaissance.

Crédit image : Marie-Lan Nguyen (CC BY 2.0)